

## La démocratie à l'épreuve des actes

Communiqué de Sud ESR Rangueil

Les personnels et les étudiant.e.s de l'université Jean Jaurès ont refusé massivement l'intégration de leur université dans une université de Toulouse telle que le dossier IDEX la dessine (et qui, pour rappel, ne serait plus une université du point de vue juridique) et ont également refusé la perte de la personnalité juridique qui résulterait d'une fusion avec l'université Paul Sabatier. Cette consultation met nécessairement un coup d'arrêt à un projet mené tambour battant et appelle l'ensemble des personnels du site toulousain à mettre en question des projets menés sur la seule base du gain (hypothétique) de quelques places au classement de Shanghai, du gain (tout aussi hypothétique) de sommes d'argent dans le cadre des PIA (programme d'investissements d'avenir) et qui n'apportent de manière *certaine* qu'une aggravation des conditions de travail avec une très forte diminution du nombre de personnels (campagnes de postes gelés et "économies d'échelles" au travers de restructurations des services) et une dégradation de l'offre de formation (baisse du volume horaire de cette offre au moment où le nombre d'étudiant.e.s connaît une forte augmentation).

Le vote à l'université Jean Jaurès vient souligner, par contraste, une communication à sens unique à l'université Paul Sabatier, prenant pour acquise l'existence d'un large consensus favorable à la fusion/intégration alors qu'il n'y a aucune de raison de penser qu'un résultat différent de celui d'UT2 serait obtenu si un vote était organisé à l'UPS.

Nous saluons donc la lucidité des choix exprimés à travers le vote qui vient de se dérouler à l'université Jean Jaurès. Le Président de l'UPS, lors de l'AG des personnels du 30 novembre, a rappelé son attachement à la démocratie. Au passage, il n'a pas proposé que celle-ci puisse s'exprimer de la manière la plus large en associant tous les personnels et étudiants de l'UPS. Nous allons ainsi pouvoir mesurer son engagement démocratique dès lors que des résultats contrarient ses projets. Aura-t-il à coeur de respecter la volonté des agents et des usagers d'UT2J de ne pas se retrouver dans un établissement fusionné avec UT3 et de stopper un processus de regroupement néfaste ?"

Sud ESR Rangueil, lundi 11 décembre 2017